OGM : un débat public pour le maintien du moratoire

Par

Publié le 30/09/2003

Au moment où les gouvernements européens sont appelés par la Commission européenne à lever le moratoire sous le prétexte d'un renforcement de la réglementation sur la dissémination des OGM et l'étiquetage, la pression sociale augmente considérablement pour le maintien de ce moratoire afin de permettre l'organisation d'un véritable débat public sur cette question, qui constitue assurément davantage un choix de société qu'un progrès technique.

L'actualité des OGM en Grande-Bretagne est exemplaire de ce point de vue. Coup sur coup, des études scientifiques indépendantes engagées depuis 3 ans sur les impacts environnementaux de l'agriculture transgénique confirment que ces derniers comportent des risques non négligeables et une grande consultation du public sur cette question des OGM démontre un refus largement majoritaire (cf. encadré ci-contre). Ainsi donc à mesure que les connaissances sur les OGM se constituent et se diffusent, les perspectives de l'agriculture transgénique révèlent qu'elle constituerait sans doute une erreur ou une impasse du développement. Que l'entreprise Monsanto en difficulté financière du fait de ces choix technologiques monovalents du « tout transgénique », lourds de conséquence, annonce dans le même temps qu'elle se retire d'une partie du marché européen des semences n'est sans doute pas non plus un effet du hasard.

Tout cela doit inviter les politiques à un peu plus de réflexions, et il n'y a sans doute pas urgence à lever le moratoire au nom de la liberté de commerce comme les Etats-Unis le réclament. Nos gouvernants seraient bien plus inspirés d'écouter la demande des citoyens européens qui rejettent ces OGM. Les pays d'Europe devraient suivre l'exemple britannique et faciliter un véritable débat public plutôt que de l'occulter. En tout état de cause, c'est ce que demande en France un Comité pour la consultation des citoyens (CCC-OGM) qui finalise actuellement un « dossier à charges » qui devrait servir dans un prochain débat pour instruire le refus des OGM par la société civile. Une synthèse en sera présentée lors du Forum Social Européen de St Denis (France) du 12 au 14 novembre et servira de tremplin pour l'organisation d'actions concertées au niveau Européen : pourquoi pas une pétition européenne, prévue par les statuts de la nouvelle constitution, visant à rassembler plus d'un million de signatures pour soumettre un nouveau projet de moratoire au Parlement européen ?